



« Il existe une véritable solidarité entre les territoires »

« Je note d'abord la préoccupation des élus en matière des questions d'accès aux soins. Ils sont bien sûr en première ligne que ce soit face à la population, ou à côté de celle-ci. Cela dépend des moments. A côté, pour demander des mesures et face, lorsque la population exprime son ras-le-bol. J'ai dit à plusieurs reprises que le mouvement des Gilets jaunes était lié à une question d'accès aux soins, même si les revendications du début concernaient le pouvoir d'achat. C'est une bonne chose que les représentants élus s'en fasse l'écho. Il faut des relais pour les revendications des populations. Mais ce que je relève surtout dans les propos du président de l'APVF, et ça c'est un élément vraiment nouveau sur le terrain, c'est une baisse des clivages politiques classiques où une personne d'un bord disait une chose, et l'autre bord disait autre chose. Là, on voit bien qu'il y a des mains tendues de tous les bords. Il existe une véritable forme de solidarité dans les territoires aujourd'hui entre tous les acteurs : les élus, la population et les professionnels de santé. Parce que ces derniers qui exercent dans les territoires difficiles, ont choisi de le faire. Et là, il y a une appétence pour trouver des solutions parce que chacun sent bien que si l'un des maillons craque – fermeture des services publics, départ des professionnels de santé, etc.- c'est l'ensemble des territoires adjacents qui seront, à plus ou moins long terme concernés.

Lutter contre l'effet domino

Pour éviter cet effet domino, les gens sont la plupart du temps solidaires et développent l'idée qu'on peut faire quelque chose, en s'appuyant sur la solidarité dans les territoires. Ensuite, chacun a bien compris qu'il n'y aurait pas de solution à cette progression des inégalités dans les territoires ruraux, à coups de grands plans nationaux. La liste est longue de tous les différents plans qui n'ont pas réglé le problème. Chaque jour des territoires sont délaissés, des personnes ne sont pas prises en charge, le maintien à domicile des personnes âgées est un véritable casse-tête au quotidien...Ce qui est très intéressant avec les mairies qui ont ouvert des cahiers de doléances, c'est qu'il y a une expression de la population et de ses attentes. L'enjeu va être d'adapter les politiques nationales à la réalité de ce qu'attendent nos concitoyens. Le développement du DMP, l'ouverture à la prescription, dans certains cas, des pharmaciens qui, eux, maillent encore l'ensemble de l'Hexagone, et celle des infirmières peut constituer un début de réponse tangible ».

Dr Martial Olivier-Koehret

Médecin généraliste à Luxeuil-les-Bains. Président du Groupe Soins coordonnés